

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 1 (1994)
Heft: 1

Rubrik: Rückspiegel = Echos

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

RÜCKSPIEGEL / ÉCHOS

L'ALCHIMIE VERS LA FIN DU MOYEN AGE CRISES ET MUTATIONS

Colloque international organisé par l'Université de Lausanne et la Société internationale pour l'étude du Moyen Age latin, Lausanne-Dorigny, 8-10 novembre 1993

Faut-il concevoir l'alchimie au Moyen Age comme un savoir ou une pratique? Quel est son statut au sein de la société? Est-elle admise ou combattue? Chiara Crisciani, Agostino Paravicini Bagliani et Michela Pereira, organisateurs de ce colloque, ont proposé d'étudier l'alchimie selon différentes approches méthodologiques. Le savoir alchimique s'oppose tout d'abord à un savoir théologique cumulatif. Dès lors, le problème de la datation du savoir alchimique se pose. Le XVe siècle connaît de multiples manuscrits, mais les textes sont le plus souvent antérieurs. Comment dès lors envisager l'édition systématique de textes alchimiques comme le propose William Newman? Les écrits alchimiques, authentiques ou non, d'Arnaud de Villeneuve qu'ont analysés Giuliana Camilli et Antoine Calvet ont montré qu'une réflexion menée autour d'un auteur ou d'un corpus de textes est pertinente. Mais l'édition critique de textes à la paternité douteuse et difficilement datables est-elle l'unique solution? M. Pereira, en étudiant le concept d'élixir, et Ch. Crisciani, en s'attachant aux rapports entre l'alchimie et la médecine, ont démontré qu'une étude philologico-conceptuelle offrait à l'historien une alternative possible.

La diffusion du savoir alchimique a été également un point de convergence des communications. Un clivage semble avoir opposé le monde universitaire médical au monde alchimique. Ch. Crisciani a rappelé que certains médecins universitaires, comme Henri de Mondeville, souhaitaient se distancer des alchimistes car ils corrompent la pratique médicale. Les alchimistes sont par contre valorisés par la pharmacologie. Dans le monde hébraïque provençal, la frontière entre alchimie et médecine est bien réelle: bien que les juifs soient impliqués dans la médecine, la culture juive ne s'intéresse pas à l'alchimie, pour des raisons qui dépassent les fondements mêmes de ces disciplines (Gad Freudenthal). La diffusion des recettes et des techniques est par ailleurs très difficile à évaluer. Barbara Obrist relève la part sans doute importante de l'oralité dans la transmission de ces connaissances. De plus, au Moyen Age, les alchimistes ne constituent pas un corps social, mais

Au XIII^e siècle, la papauté s'est intéressée aux pratiques alchimiques, notamment à l'or potable et à la croyance en la prolongation de la vie. A la fin de ce même siècle, l'alchimie devient cependant suspecte aux yeux de certains milieux de la curie romaine: le cardinal Francesco Orsini ordonne dans son testament de faire brûler ses livres d'alchimie (1303) et lors du conclave qui suit la mort de Benoît XI (1304), un cardinal est accusé de pratiques magiques et alchimiques (A. Paravicini Bagliani). En s'intéressant au savoir alchimique du XVI^e siècle, Sylvain Matton a montré que l'alchimie de la Renaissance pose avant tout comme finalité l'accès à la sagesse et à l'immortalité de l'âme.

Le savoir alchimique peut-il se comparer au savoir philosophique? Dans quelle mesure la rédaction des textes rend-elle l'alchimie vulnérable? L'alchimie permet-elle d'abriter l'indéterminé (Alain Boureau)? L'alchimie est-elle une pratique qui dépasse une vision dualiste du monde (M. Pereira)? Ces nombreuses questions reflètent la richesse des communications présentées à ce Colloque qui a souvent été animé par de vives discussions. Elles soulignent également le dynamisme actuel de la recherche sur l'alchimie médiévale.

Les Actes du Colloque seront publiés dans le numéro 3 de la Revue *Micrologus. Natura, scienze e società medievali*.

Véronique Pasche (Lausanne)

LES SOCIÉTÉS D'HISTOIRE EN SUISSE ROMANDE HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN... POUR QUOI FAIRE?

Table ronde organisée par l'Association romande des chercheurs enseignants et universitaires (Arches). Lausanne-Dorigny, 27 novembre 1993

A cette question un rien provocatrice, les professeurs J.-C. Favez (Genève), H.-U. Jost (Lausanne), F. Python (Fribourg) et M. M. de Tribolet, archiviste de Neuchâtel, ainsi que les présidents de la plupart des sociétés romandes d'histoire ont apporté des réponses souvent inconciliables. Mais avant d'en venir à l'état actuel de ces sociétés d'histoire, un mot sur leur passé puisque cette table ronde a été organisée au moment de la parution du dernier numéro de la revue thématique et pluridisciplinaire *Equinoxe*, publiée par l'association Arches et consacrée au thème «Suisse romande: l'histoire en sociétés».

Précédés par une réflexion sur le phénomène associatif en Suisse au XIX^e siècle dans lequel s'insèrent ces sociétés cantonales d'histoire, créées pour la plupart vers le milieu du siècle, une dizaine d'articles, riches en informations sur la composition, les travaux et les publications de ces sociétés, relatent les circonstances cantonales

particulières de leur création. Un dessein semble avoir été commun à toutes, nuances cantonales mises à part: créer des lieux de rencontre pour l'élite bourgeoise, souvent déchirée en cette époque de révolutions et de construction de l'Etat fédéral radical, et surtout participer activement à la formation politique du citoyen en diffusant le goût d'une histoire locale, patriotique et exemplaire. Productrices d'une vulgate lénifiante évitant autant l'histoire du présent que la remise en question des mythes fondateurs de l'identité cantonale et nationale, soucieuses avant tout de préserver le patrimoine cantonal, ces sociétés semblent dans l'ensemble avoir raté le train de la modernisation de l'histoire.

Et aujourd'hui, quelle histoire les sociétés romandes entendent-elles promouvoir et quel public visent-elles? Lors la table ronde, la plupart des intervenants se sont accordés pour constater que ces sociétés d'histoire n'exercent plus de monopole sur le champ historique et ne sont plus pour les historiens et les amateurs d'histoire le relais naturel qu'elles étaient au siècle dernier. Si le nombre de leurs adhérents est pour la plupart d'entre elles relativement stable, leur public a vieilli et les jeunes historiens les ignorent au profit d'autres lieux, universités ou associations nouvelles répondant mieux à leurs attentes et exigences. Au-delà de ce constat général, sur les causes et les remèdes, les avis divergent. Pour H.-U. Jost, ces sociétés cantonales n'apportent rien à la science historique, elles la freinent même par leur complaisance à reproduire une histoire locale non problématique et de surcroît elles dilapident leurs moyens. Du passé faisons donc table rase et créons une revue romande dédiée à une véritable réflexion historique et ouverte sur l'étranger. A cette proposition quelques-uns ont pu opposer des bilans positifs qui légitiment la poursuite des activités des sociétés cantonales: nouvelles publications, établissement de liens privilégiés avec la recherche universitaire et création d'outils de travail telles les bibliographies cantonales. Si J.-C. Favez a souligné le rôle civique important qu'ont à remplir les sociétés d'histoire pour favoriser l'intégration locale de populations de plus en plus mobiles, et donc la nécessité dans leurs publications de faire une large place à la réflexion sur les problèmes contemporains, de moderniser la manière et les moyens de communication, F. Python a quant à lui témoigné des difficultés que peut connaître aujourd'hui une société vouée à la défense de l'identité cantonale, à la transmission de la mémoire collective au moment où cette identité a mal à l'âme. Les sociétés veulent garder la composition mixte qui est la leur – historiens professionnels et amateurs d'histoire – et surtout ne pas devenir la tribune des seuls chercheurs. M. de Tribolet s'est ainsi fait le champion de la défense de la vulgarisation de la recherche historique en proposant des sorties sur le terrain et d'autres activités concrètes. Faut-il alors suivre la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie qui, dans la fiche signalétique consacrée à chaque société à la fin d'Equinoxe, annonce sous la rubrique buts de la société «un changement important: intérêt pour la généalogie» (p. 189)? Nous verrons bientôt sans doute dans quelle mesure cette

table ronde a réellement motivé les sociétés d'histoire de la Suisse romande à s'ouvrir, à réfléchir sur leurs pratiques et enfin à collaborer.

(«Suisse romande: l'histoire en sociétés», Equinoxe. Revue romande des sciences humaines, 10 (1993), 206 p., Fr. 20.–)

Marianne Stubenvoll (Lausanne)

DREI JAHRE NACH DER WENDE: DIE OSTDEUTSCHEN FRAUEN ALS VERLIERERINNEN DER WIEDERVEREINIGUNG?

Ein Tagungsbericht aus Leipzig

Ende 1992 trafen sich in Leipzig Sozialwissenschaftlerinnen und Sozialwissenschaftler aus Ost und West, um anhand von Ergebnissen neuester Forschungsprojekte einen Einblick in die gesellschaftlichen Veränderungen seit der Wiedervereinigung Deutschlands zu gewinnen. Die vom Kulturwissenschaftlichen Institut Essen initiierte interdisziplinäre Tagung «Geschlechterverhältnisse im Zusammenbruch? Männer und Frauen in Deutschland nach dem Ende der DDR» versuchte durch eine Verbindung qualitativer und quantitativer Methoden aufzuzeigen, inwieweit das Ende der DDR das Alltagsleben und insbesondere die berufliche Stellung der Frauen verändert hat.

Im Frühjahr 1990 wurde in Leipzig eine Zweigstelle des Kulturwissenschaftlichen Instituts Essen gegründet, die von Dorothee Wierling geleitet wird. Dorothee Wierling und Petra Lux, die Organisatorinnen dieser Tagung, versuchten, durch ein breites Spektrum von Themen einen möglichst repräsentativen Überblick zu geben, was zur Zeit in der ehemaligen DDR sozialwissenschaftlich geforscht wird. Ziel dieser Veranstaltung war es, zwischen den ForscherInnen aus Ost und West einen wissenschaftlichen Austausch zu ermöglichen und gegenseitiges Verständnis zu fördern. Aber nur gerade in einem der vorgestellten Projekte wurde eine konkrete Zusammenarbeit zwischen BRD und DDR realisiert: Während die Soziologin Ulrike Helwerth (BRD) in Ostberlin Gespräche mit Frauen über ihre Wendeerfahrungen führte, tat die Journalistin Gislinde Schwarz (DDR) dasselbe in Westberlin. Die übrigen Forschungsbeiträge gingen primär der Frage nach, inwieweit die ostdeutschen Frauen aufgrund ihrer überdurchschnittlich hohen Arbeitslosigkeit die Verliererinnen der Wende sind. Diese Frage konnte natürlich auch am Schluss der Tagung nicht befriedigend beantwortet werden. Doch machten die Referate und vor allem die anschliessenden Diskussionen mit betroffenen Frauen aus dem Plenum deutlich, dass mit Begriffen wie «Emanzipation» und «Hausarbeit» in Ost und West

unterschiedliche Erfahrungen und demzufolge andere Inhalte verbunden sind: Der Verlust von Erwerbsarbeit für Frauen aus dem Osten bedeutet in viel grösserem Masse als im Westen auch Verlust von Verankerung, Selbstbewusstsein und Selbständigkeit.

Arbeit

Am Beispiel des Automobilwerks Sachsenring Zwickau (Sachsen) zeigte Jutta Chalupsky anhand von Interviews die identitätsstiftende Bedeutung der Arbeit auf. 1989 arbeiteten in Zwickau 11'000 Menschen an der Herstellung des Markenzeichens der DDR, dem «Trabi». Ein Drittel der Beschäftigten waren Frauen, die häufig als ausgebildete Facharbeiterinnen im Werk tätig waren, bevor die Produktion 1991 eingestellt wurde. Interviews mit Fabrikarbeiterinnen verdeutlichen, dass ihnen durch den Verlust der Arbeit auch ein grosser Teil ihres Selbstwertgefühls und Selbstbewusstseins entzogen wurde. Auch andernorts identifizierten sich viele Frauen mit ihrer Arbeit und ihrem Arbeitsort, der als «emotionale Heimat» bezeichnet werden kann. Die enge Bindung an den Betrieb wurde durch die lebenslange gegenseitige Treue wie auch durch Leistungen auf sozialem und kulturellem Gebiet gefördert. Ein beruflicher Aufstieg erfolgte kaum durch den Übertritt in einen anderen Betrieb. Dagegen spielten die interne Weiterbildung und der Abteilungswechsel eine bedeutende Rolle. Im Vergleich zum Westen waren Frauen in unteren und mittleren Kaderpositionen überdurchschnittlich stark vertreten; sie waren also nicht nur im häuslich-privaten, sondern auch im betrieblich-öffentlichen Bereich verankert. Man kann deshalb von einem strukturellen Gleichberechtigungsvorsprung der ehemaligen DDR sprechen. Was dies konkret bedeutete, illustriert der Lebenslauf einer Arbeiterin im Zwickauer Werk: 1953 trat das damals siebzehnjährige Mädchen in den Betrieb ein. Sie absolvierte eine Lehre als Dreherin und heiratete später einen dort beschäftigten Dreher. Die beiden arbeiteten auf derselben Stelle im Schichtbetrieb: wenn sie von der Arbeit kam und sich um Kinder und Haushalt kümmerte, verliess er das Haus. Sie gaben sich sozusagen die Türklinke in die Hand. 1969 wurde sie nach einer Weiterbildung Lehrlingsausbildnerin; wann sie entlassen wird, ist ungewiss.

Familie und Haushalt

Auch wenn Mann und Frau die gleiche Arbeit zum selben Lohn verrichteten, so heisst das nicht, dass die Hausarbeit und die Betreuung der Kinder gleichmässig aufgeteilt wurde. Einen grossen Teil dieser Arbeiten verrichteten die Frauen. Doch der Begriff «Hausarbeit» ist in der ehemaligen DDR viel weiter zu fassen als im Westen: Angesichts der chronischen Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Konsumgütern und der häufigen Reparaturarbeiten stellte sich eine Arbeitsteilung innerhalb der Familie ein. So besorgte die Frau das, was im Westen traditioneller-

weise als Hausarbeit gilt, während der Mann für technische und bauliche Veränderungen der Wohnung zuständig war. Die Wohnung mit ihren Reparaturen, vor allem aber der Umbau und die Modernisierung der eigenen vier Wände wurde oftmals zum langjährigen Projekt einer Ehe.

In der DDR war es üblich, früh zu heiraten, und die ostdeutsche Mutter war bei der Geburt des ersten Kindes im Durchschnitt wesentlich jünger als die westdeutsche. Die Gründe dafür lagen nicht nur in der Orientierung auf die Familie hin: vielmehr war die Gründung einer Familie oder zumindest die Geburt eines Kindes Voraussetzung, um eine eigene Wohnung zu erhalten. Dennoch figurierten in der DDR Familie und Partnerschaft an oberster Stelle in der Werteskala. Dieser Wertschätzung der Familie stand in der Praxis eine andere Realität gegenüber: Bekanntlich hatte die DDR eine der höchsten Scheidungsraten, und 1989 waren in Leipzig rund 30 Prozent aller Neugeborenen unehelich. Doch dank der staatlichen Sozialleistungen konnten die Frauen Ausbildung und Beruf auch als Alleinerziehende fortsetzen.

Die Wende

Seit der Wiedervereinigung haben sich die Verhältnisse grundlegend geändert. An Stelle der Familie trat der Beruf an die Spitze der weiblichen Wertehierarchie; diese absolute Wichtigkeit der ausserhäuslichen Erwerbsarbeit ist unabhängig vom Alter und Ausbildungsgrad der Frauen.

Die Klagen über die fehlende Zeit für Hausarbeit sind völlig verschwunden. Der Verlust oder der drohende Verlust des Arbeitsplatzes sowie die allgemeine soziale Unsicherheit hinterlassen auch deutliche Spuren im Familienleben. Die Familienforscherin Jutta Gysi, die unter anderem auch Aufsätze von 13–15jährigen Jugendlichen der ehemaligen DDR auswertete, zeigte, dass sich für eine grosse Mehrheit die Situation zu Hause seit der Wende verschlechtert hat: «Ich ärgere mich manchmal, dass mein Vater von ganz früh morgens bis ganz spät abends arbeiten muss. Wenn wir Ferien haben, können wir nie verreisen, weil mein Vater arbeiten muss. Früher war alles anders, da konnten wir in den Ferien wenigstens wegfahren. Das Leben macht jetzt keinen Spass mehr. In unserer Familie wird meistens rumgemeckert.» Eine andere Schülerin schrieb: «Also vor der Wende sind meine Eltern immer ohne Sorgen zur Arbeit gegangen, aber jetzt haben sie Angst, dass wenn sie morgens zur Arbeit gehen, dass sie am nächsten Tag arbeitslos sind.» Viele Mütter, die ihre Stelle noch haben, arbeiten 14 bis 16 Stunden am Tag aus Angst, die Arbeit zu verlieren. Ähnlich wie die Väter, die zum Teil auch als Wochenendpendler im Westen arbeiten, nehmen sie lange Arbeitswege auf sich. So führen Verunsicherung, Stress und Zeitmangel der Eltern bei den meisten Schülerinnen und Schülern zur Feststellung, dass die Bedeutung des Familienlebens erheblich zurückgegangen und die Verständigung mit den Eltern schwieriger geworden sei.

Unsichere Zukunft und gesellschaftlicher Umbruch zeigen sich auch andernorts: ■ 193

Seit 1989 ist die Zahl der Geburten um mehr als 50 Prozent gesunken, und auch die Zahl der Heiraten ist deutlich zurückgegangen.

Zwei Emanzipationsmodelle

Angesichts dieser tiefgreifenden Veränderungen, die in ihrer Gesamtheit als Demodernisierungsprozess bezeichnet werden können, stellt sich die Frage, weshalb die Frauen sich kaum für ihre Rechte wehren und es hinnehmen, dass der strukturelle Gleichberechtigungsvorgang so schnell dahinschmilzt. Als Gründe sind die zunehmende Individualisierung, mangelnde politische Erfahrung und das paternalistische Emanzipationsmodell zu nennen. Der Auflösung der bisherigen Strukturen und vor allem der Arbeitslosigkeit wird nicht mit gemeinsamen Strategien begegnet; vielmehr scheint es, dass Verunsicherung und Konkurrenz auf dem Arbeitsmarkt sowie die Herauslösung aus den bisherigen Kollektiven dazu führen, dass man seine Probleme alleine zu lösen versucht. Ausserdem fehlt aufgrund der Erfahrung einer autoritären Rechtssetzung in der DDR weitgehend das Bewusstsein dafür, dass Rechte erkämpft und Gesetze mittels öffentlicher Debatten verändert werden können. So gelang es nicht, grosse Demonstrationen für die Beibehaltung der liberalen Abtreibungsregelung zu organisieren. Auch dem neuen Familienrecht, das wegen der Wiedereinführung der Vormundschaft für uneheliche Kinder vielerorts als wahrhaft mittelalterlich empfunden wird, leisteten die Frauen kaum Widerstand. Die Gleichberechtigung war keine Forderung einer politischen Bewegung und sie war kaum Gegenstand öffentlicher Debatten, sondern wurde in erster Linie von Staats wegen auf struktureller Ebene durchgesetzt bzw. als verwirklicht dargestellt. Es ist deshalb schnell einmal von «Bewusstseinsdefiziten» in den neuen Bundesländern die Rede: Sprachliche Sexismen etwa sind kein Thema, ja sogar Lehrerinnen – ein Fall, in dem die weibliche Berufsbezeichnung keineswegs aufgesetzt wirkt – sagen von sich: «Ich bin Lehrer.» Welchen Einfluss die Existenz oder eben Inexistenz einer öffentlichen Diskussion über geschlechtsspezifische Fragen auf das Bewusstsein hat, veranschaulicht auch eine im Herbst 1990 durchgeführte Studie. Von den rund 700 befragten 16- und 17jährigen Jugendlichen erklärten über die Hälfte der westdeutschen Mädchen, sie seien selbst schon Opfer sexueller Gewalt gewesen, während von den ostdeutschen Mädchen «nur» rund ein Drittel diese Erfahrung teilte. Daraus kann jedoch nicht geschlossen werden, es gebe in der DDR weniger sexuelle Gewalt. Vielmehr ist das Ergebnis Ausdruck einer höheren Sensibilität für sexuelle Selbstbestimmung im Westen oder eines weniger problematisierten Verhältnisses zur Sexualität im Osten.

Das weibliche Selbstbewusstsein in den neuen Bundesländern beruht vor allem auf der finanziellen Selbständigkeit und der Bestätigung durch den Beruf. Die Erfahrung und das Bewusstsein, von keinem Mann finanziell abhängig zu sein, teilen die

Osten von «emanzipatorischen Bewusstseinsdefiziten» spricht, sollte deshalb daran denken, dass es nicht ein bestimmtes Bewusstsein von Emanzipation gibt. So könnte etwa die Gegenfrage lauten, warum im Westen die rechtliche und finanzielle Abhängigkeit der Frau von ihrem Mann aus der öffentlichen Debatte weitgehend ausgeblendet ist, und ob es sich hier nicht um «Bewusstseinsdefizite» in den alten Bundesländern handelt. Auf die Unterschiede zwischen dem strukturellen Gleichberechtigungsmodell, in dem die Frau sozusagen «ihren Mann stellt», und dem von der westdeutschen Gleichberechtigungsbewegung vertretenen Konzept der «Gleichheit in der Differenz» wies Ute Gerhard-Teuscher hin. Gleichheit bezieht sich dabei auf die Verteilung von materiellen, sozialen und symbolischen Gütern und ist damit ein Massstab für Gerechtigkeit und gesellschaftliche Machtverhältnisse. Das Festhalten an der Differenz dagegen zielt auf die Autonomie und die jeweils spezifischen Entfaltungsmöglichkeiten des (weiblichen) Individuums. Angesichts dieser unterschiedlichen Emanzipationsmodelle ist es also keineswegs eine ökonomische Verkürzung, wenn die ostdeutschen Frauen als Verliererinnen der Wiedervereinigung bezeichnet werden. Sie verlieren mit ihrer Arbeit nicht ein «Zusatz Einkommen», sondern die Basis ihres weiblichen Selbstbewusstseins. Wie sich das Geschlechterverhältnis als Folge der strukturellen Angleichung an die westlichen Bundesländer – sie haben eine der niedrigsten Frauenerwerbsquoten in der industrialisierten Welt – in Familie und Gesellschaft verändert, ist zur Zeit noch nicht abzusehen. Die Vermutung liegt aber nahe, dass sich gerade wegen des Fehlens anderer emanzipativer Einflüsse im Vergleich zum Westen deutlich konservativere Verhältnisse einstellen werden. Deshalb erstaunt es nicht, dass die Erwerbsarbeit in der Wertehierarchie massiv gestiegen ist. Die Frauen halten an einem doppelten Lebensentwurf fest, das heisst, sie wollen Berufsarbeit und Familie weiterhin vereinbaren. Dieser Versuch, die eigene Stärke zu bewahren, und das Bewusstsein eigener Unabhängigkeit scheinen dabei in Widerspruch zu den ökonomischen Verhältnissen zu geraten. So ist es nach wie vor üblich, dass Frauen im Rahmen von Scheidungsvereinbarungen ihre Ansprüche auf Unterhaltszahlungen durch den Vater ihrer Kinder definitiv aufgeben. Dies war zu Zeiten der DDR weit verbreitet: Die gescheiterte Ehe sollte nicht im Rahmen einer finanziellen Abhängigkeitsbeziehung weitergeführt werden. Dass sich dieses Selbstvertrauen in die eigene Arbeitskraft, das Bewusstsein der ökonomischen Unabhängigkeit mit den Realitäten noch deckt, ist zu bezweifeln.

Gregor Spuhler und Irene Vonarb (Basel)

«JAZZGESCHICHTE ALS DISZIPLIN DER SOZIALGESCHICHTE»

Ein Film und ein wissenschaftliches Kolloquium

«O balli con un ritmo o marci con un altro»,¹ «Entweder Du tanzst zu den Swingrhythmen, oder Du marschierst im Gleichschritt mit der Hitlerjugend», so ungefähr kann die Aussage von Thomas Carter's Film «Swing Kids» verstanden werden, auch wenn im deutschsprachigen Werbetext die Hauptüberschrift etwas vorsichtig vom Handlungsspielraum absieht: «ein neuer mitreissender Film über Freundschaft und Rebellion. Hamburg 1939: Peter [...], Thomas [...] und Arvie [...] treffen sich regelmässig im Cafe Bismarck, wo sie in einer verschworenen Clique ihrer Leidenschaft für den amerikanischen Swing freien Lauf lassen. Während die drei Freunde zur Musik von Benny Goodman und Glenn Miller tanzen, entrollt sich langsam das Drama um den Kampf zwischen der Freiheit der Musik und der verführerischen Macht der Partei, die ihre Freundschaft auf eine harte Probe stellen wird.» Es geht in diesem Film ganz offensichtlich um etwas, das den Historiker interessiert:² Aus der Rezeption von Jazz in einer bestimmten Zeit lässt sich also etwas über «die verführerische Macht der Partei», die sich offenbar nicht mit «der Freiheit der Musik» verträgt, erfahren. «Versworen» war die Clique der Jazzfreunde, schon fast Verschwörer?

Dieses Frühjahr versammelte die Schweizerische Landesphonothek Historiker und Musikwissenschaftler aus Europa und Übersee³ auf dem Monte Verità (Ascona) zu einem dreitägigen Kolloquium unter dem Titel «Jazzforschung als Disziplin der Sozialgeschichte». Im Mittelpunkt der vielfältigen Beiträge und Diskussionen, die in einer auf das Frühjahr 1994 geplanten Publikation ihren Niederschlag finden werden, stand die Frage, ob und in welcher Weise die Geschichte des Jazz Antworten auf breit ausgerichtete gesellschafts- und mentalitätsgeschichtliche Fragestellungen bieten könne. Dabei wurde erkannt, dass Bücher und Filme wie eben «Swingkids» als Bestandteil dieser Geschichte zu betrachten sind. Es war geradezu auffällig, wie wenig an diesem Kolloquium von der Musik selber gesprochen wurde, wieviel aber von deren Aufnahme beim Publikum, in totalitären Regimen, in Filmen. Das Hauptinteresse der Anwesenden galt weniger der Musik selber, als deren Rezeption.

«Jazz is a serious subject for social historians», unterstrich Eric J. Hobsbawm in seinem einleitenden Referat.⁴ Ein soziokulturell ausgerichtetes Studium der Rezeption des Jazz in Grossbritannien könne beispielsweise wertvolle Erkenntnisse geben über historische Probleme allgemeinerer Art. Dabei verwies Hobsbawm insbesondere auf die Rolle der Entwicklung der Technik und der Kommunikationsmittel im Alltag, auf die Herausbildung einer neuen plebejischen Kultur, auf das Phänomen

196 ■ der zunehmenden Amerikaorientierung und damit verbunden die Rezeption des

New Deal in den dreissiger Jahren. Die Konferenzteilnehmer waren sich einig, dass Jazzgeschichte nicht in allen historischen (örtlichen, gesellschaftlichen und zeitlichen) Situationen zu den selben Parametern Auskunft geben kann. Jazzrezeption in der Schweiz der dreissiger und frühen vierziger Jahre⁵ zu studieren hat sich beispielsweise darum als fruchtbar erwiesen, weil daraus Erkenntnisse über die Amerikaorientierung einer städtischen Oberschicht und über Mechanismen des Stadt-Land-Konflikts unter dem Leitgedanken der «Geistigen Landesverteidigung» gewonnen werden können. In der Schweiz wie in ganz Kontinentaleuropa war Jazz in hohem Mass die Kultur einer jugendlichen Elite und hatte mit «plebejisch» herzlich wenig zu tun.

Keine allgemeine Übereinstimmung hingegen konnte in der interdisziplinär zusammengesetzten Diskussionsrunde der methodische Ansatz finden, in Anbetracht des Wandels innerhalb der Jazzmusik selber und infolge der stark unterschiedlichen Fragestellungen, mit welchen an das Phänomen herangetreten wird, zumindest in der sozialgeschichtlich orientierten Jazzforschung – zugunsten einer jeweils auf den konkreten Forschungsgegenstand bezogenen Begriffsklärung – auf eine allgemeingültige Definition des Jazzbegriffs zu verzichten.⁶

In der mangelnden Reflektion darüber, was Jazz eigentlich war, liegen die Gründe dafür, dass der Film, wie übrigens auch grosse Teile der deutschen und internationalen Jazzliteratur, einen historisch falschen Eindruck wiedergibt, ohne dass im einzelnen wirklich Falsches dargestellt würde. Im Gegenteil: Der Film beeindruckt durch Liebe zum Detail, etwa die Auswahl der gespielten und getanzten Musikstücke, die Kleidung der Protagonisten, die Gegenstände in ihrem Umfeld. Auch zeigt der Film an sich richtig, dass Hitlerjugend und Jazz, gar SS und Jazz, trotz offensichtlicher Antagonismen durchaus auch nebeneinander bestehen konnten. Wirklich in Schwierigkeiten kam Peter, der Held, ja eigentlich nicht, weil er Jazz hörte, sondern weil er ein Radio klaute (aus edlen Motiven natürlich).

Immer wieder werden dem Kinopublikum als Interpretationsgrundlage Konzepte des Jazz vorgeführt, die in Europa erst später aktuell wurden: Obschon die Darsteller ikonographisch korrekt in der Art des englischen Gentleman gekleidet sind, die Protagonisten über ihr eigenes Zimmer verfügen, und irgendwo im Zimmer ein Tennisschläger liegt, hat der Zuschauer kaum eine Chance, wirklich wahrnehmen zu können, dass es sich bei diesen Hamburger Swingkids, wie eben auch bei den Schweizer Swingfans, um Jugendliche aus den besten Familien handelte: Diplomaten-söhne oft, die von der grauenhaften Realität des nationalsozialistischen Alltags ohnehin wenig betroffen waren. Diese Jugend ist es bestimmt am wenigsten, die das benötigt, was der Swing laut dem französischsprachigen Werbetext des Films vermittelt: «Il permet a ces trois adolescents d'oublier l'ambiance oppressante, la pauvreté et les menaces de guerre qui pèsent sur leur pays.» Wie Michael H. Kater in seinem Buch «Different Drummers» beschreibt und auch in seinem Kollo- ■ 197

quiumsbeitrag unterstrich, bedeutete Jazz oder Swing im «Dritten Reich» keineswegs Widerstand oder Freiheitsdrang.⁷ Swing war in allererster Linie Unterhaltungsmusik, eine recht elitäre Jugendkultur, die mit Politik herzlich wenig zu tun haben wollte. Sonny Rollins' «Freedom Suite» (1958), Max Roach's «We insist! Freedom Now Suite» (1961) und Charlie Hadens «Liberation Music Orchestra» (1969) sind Jazzkonzepte der sechziger Jahre. Nicht zu unterschätzen ist der Jazz allerdings als eine der wenigen Möglichkeiten zu kulturellen Orientierungen, die eine Alternative zum übermächtigen Leitbildangebot des totalitären Regimes aufrechterhielten.

Ist ein Film wie «Swing Kids» als Quelle für den Historiker unbrauchbar, da er den offensichtlich nicht der Realität entsprechenden Mythos vom Jazz als Widerstandsbewegung, respektive vom Jazzfan als Widerstandskämpfer verbreitet? Diese Frage betrifft keineswegs nur die Quelle Film, sondern – für die Jazzhistoriographie noch viel schwerwiegender – die vermutlich wichtigste Quellengattung dieser Art Geschichtsschreibung überhaupt, die «Oral history». In zwei Referaten über die Thematik «Jazz im nationalsozialistischen Deutschland» wurde von konfiszierten Platten gesprochen, immer unter Berufung auf denselben Informanten, einen Gesprächspartner aus Köln, der Swing im «Dritten Reich» sehr intensiv, wenn auch in recht ambivalenter Weise, miterlebt hatte. Nur erhielt der erste Interviewer die Auskunft, Jazzschallplatten seien von Nazischergen konfisziert und vernichtet worden, während der zweite zu hören bekam, die Platten seien konfisziert worden, weil sich Nazis – selber Jazzfans – damit bereichern wollten. Beim Schreiben dieses Artikels war ich übrigens felsenfest davon überzeugt, dass im ersten Fall von «Verbrennen» die Rede war. Ein Abhören der Aufzeichnungen von den Kolloquiumsbeiträgen hat gezeigt, dass dies nicht richtig ist. Warum wird aus ein und demselben Faktum eine ganz beträchtliche Auswahl von «Fakten»? Die von May Broda kompetent eingeleitete Diskussion zur Methode der Oral History am spezifischen Anwendungsbereich Jazzgeschichte zeigte deutliche Schwächen dieser Methode auf, wo sie der Beschaffung von historischen Fakten, im positivistischen Sinn, dienen sollte. Diese Quellenkritik gilt natürlich auch für schriftliche Autobiographien. Dass Teddy Stauffer quasi Widerstandskämpfer war, weil er das Horst-Wessel-Lied verjazzte, entspricht nicht der Realität. Auch die Behauptung eines Genfer Jazzmusikers, Jazz sei in den frühen vierziger Jahren gesellschaftlich geächtet gewesen, ist kaum richtig. Immerhin wurden er und seine Mitmusiker regelmässig von der gesellschaftlichen Elite für Hausbälle engagiert.

In der kollektiven Erinnerung der Stauffer- und Jazzfans waren Mythen zur Realität geworden. Mythen sind eine Realität. Der Jazz, auch der aktuelle, lebt geradezu von seinen Mythen. So gesehen gewinnen auch wieder alle noch so widersprüchlichen Aussagen der Interviewpartner einen grossen Wert für die sozialhistorische Forschung. Es ist weit interessanter zu erfahren, wie sich eine Gruppe eine Vergangenheit konstruiert, die dann zur Handlungsorientierung wird, als genau zu wissen, was

wirklich mit den beschlagnahmten Schallplatten geschehen war. Die Tatsache, dass ich nahe daran war, den Mythos zu verbreiten, besagter Kölner Informant spreche von «Plattenverbrennungen», zeigt einiges auf über mögliche Mechanismen der Entstehung solcher Mythen: Ich weiss von der Tendenz der damaligen Jazzfans und -musiker (und derjenigen, die behaupten, es gewesen zu sein), ihr kulturelles Befinden nachträglich als Akt des Widerstands zu interpretieren. Notwendigerweise braucht es dazu auch die Überzeugung, dass Jazz von den Nationalsozialisten verfemt worden sei; daher der hartnäckige Mythos vom Jazzverbot in ganz Deutschland und die Vorstellung, dass man als Jazzfan Konzentrationslager riskiert habe. Nun war es für mich selbstverständlich, dass in dieser Mythologie auch ein starkes Bild von der Vernichtung des wichtigsten Jazzkultur-Trägers geschaffen worden wäre. Und ein solches Bild konnte doch in Analogie zu den Bücherverbrennungen, die wirklich stattgefunden hatten, nur Plattenverbrennungen sein (brennt Schellack?).

An der Entstehung von Mythen sind also selten bewusste Lügen beteiligt. Vielmehr entstehen sie aus einer Vermischung von Realität und Interpretation, die wiederum auf früheren Realitätserfahrungen und Mythen basiert. Mythen können sich verändern. Wenn etwa der Kölner Gesprächspartner spürt, dass die Geschichte von den konfiszierten und zerstörten Platten seinen Gesprächspartner nicht restlos überzeugt, dann wird er uminterpretieren. In den letzten Jahren, also zur Zeit, da diese Interviews in Köln stattfanden, erschienen verschiedentlich Artikel, welche die Formel «Jazzfan kann kein Nazi sein» in Frage stellten. Konnte der sehr gut informierte Gesprächspartner nicht auch durch solche Lektüre zu einer Uminterpretation seiner Plattengeschichte gelangt sein?

Wenn also die Jazzforschung zutage bringt, dass eine konsequente Verfolgung des Jazzidioms oder deren Anhänger in den Bereich des Mythischen gehören, so will und darf damit nicht der Schrecken des Regimes relativiert werden. Vielmehr weisen solche Erkenntnisse (wie übrigens gerade auch die Arbeiten von Peukert) darauf hin, dass Totalitarismus sich offensichtlich auch hat durchsetzen können, obschon alternative kulturelle Leitbilder weiterbestehen konnten. Es war aber gerade der Mythos von der totalen sozialen und kulturellen Kontrolle, der dem nationalsozialistischen Regime, das zu solcher Kontrolle schon aus Kompetenzgründen⁸ gar nicht in der Lage gewesen wäre, diesen verheerenden Spielraum zur Willkür gab.

Es ist allerdings mehr als fraglich, ob ein Kinofilm differenzieren kann zwischen der Realität und dem Mythos, der wieder zur Realität wird. Nichts wäre deshalb im gegenwärtigen Klima verfehler als ein Hollywood-Film, der aufzeigen würde, dass es selbst im Krieg noch möglich war, dem Jazz zu frönen, ja, dass Jazz von seiten der Nationalsozialisten zu Propagandazwecken eine gewisse Förderung zuteil wurde. Nur schon die – sachlich an sich vertretbare – Aussage, es sei nicht wahr, dass Jazzhören mit der reellen Gefahr verbunden gewesen sei, ins Konzentrationslager

abgeführt zu werden, könnte zu einer gefährlichen Lawine abscheulichen pseudo-wissenschaftlichen Relativierens führen. Unweigerlich würde ein solcher Film von Verfechtern der These der «Auschwitzlüge» in Beschlag genommen.

Theo Mäusli (Lugano)

Anmerkungen

- 1 Überschrift des Werbematerials für den Film «Swing Kids» (Thomas Carter, Hollywood Pictures 1993)
- 2 Pionierarbeit bei der Betrachtung des Swingphänomens bei der Rekonstruktion des Alltags im «Dritten Reich» hat Detlev Peukert geleistet: *Volksgenossen und Gemeinschaftsfremde*, Köln 1982.
- 3 Teilnehmer waren (in der Reihenfolge ihrer Beiträge am Kolloquium) Kurt Deggeller, Lugano (Gesprächsleiter); Eric J. Hobsbawm, London; Theo Mäusli, Lugano; Lubomir Doruzka, Prag; Albrecht Dümmling, Berlin; Michael H. Kater, Toronto; Bernd Hoffmann, Köln; Elisabeth Kolleritsch, Graz; May Broda, Zürich; Ekkehard Jost, Giessen; Jürg Solothurnmann, Bern. Dank sei an dieser Stelle ausgesprochen für die massgebliche Unterstützung durch Pro Helvetia, den Kanton Tessin und die Stadt Lugano.
- 4 Siehe auch sein Standardwerk zur Sozialgeschichte des Jazz: *The Jazz Scene*, New York 1993 (Erste Ausgabe 1959 in Grossbritannien unter dem Pseudonym Francis Newton).
- 5 Mäusli, Theo: *Jazz und Geistige Landesverteidigung*, Diss. Zürich, im Druck.
- 6 Dieser Idee setzt insbesondere Ekkehard Jost das Bedürfnis nach einer allgemeingültigen, «wissenschaftlichen Definition» entgegen, deren wesentliche Elemente er auch umschreibt. Als historische Konstanten nennt er: Tradition des Afroamerikanischen, musikalische Parameter wie Improvisation, eine bestimmte rhythmische Grundhaltung, eine bestimmte Art der Interaktion in der Gruppe sowie den Drang zur Innovation.
- 7 Dies gilt in besonderem Mass für die Hamburger Swings: «In the case of the Swing Youth, the pleasure principle generally precludes predated resistance» (Kater, M. H.: *Jazz as Dissidence in the Third Reich*, Paper zum Vortrag am Kolloquium, gehalten am 19. April 1993.) Dazu auch der Hinweis von Lubomir Doruzka auf Josef Skvorecky, der in der englischen Version der Novelle «The Bassaxophon» die Situation in Prag um 1939 folgendermassen beschreibt: «[...] shortly before the Second World War, when my generation experienced its musical revelation, jazz did not convey even a note of protest.» (zitiert aus dem Skript von Doruzka: *Problems of East-European Jazz Historiography: Jazz Under Two Totalitarian Regimes*, Vortrag gehalten am Kolloquium am 21. April 1993.)
- 8 Auf diese Inkompetenz wies besonders der Musikwissenschaftler Albrecht Dümmling hin (Vortrag vom 19. April 1993).